

## TENDANCES INTERNATIONALES - Alors que le 1<sup>er</sup> semestre 2016 confirme le retour de la croissance au sein de l'Union européenne, le Brexit réintroduit une somme d'incertitudes et de risques.

### ↳ La croissance mondiale devrait rester stable en 2016

Selon les dernières prévisions du FMI (avril 2016) et de l'OCDE (juin 2016), **la croissance mondiale est anticipée entre +3,0 et +3,2% en 2016, soit sensiblement au même niveau que celle enregistrée au cours de l'année écoulée.**

Les perspectives pour l'économie mondiale demeurent relativement moroses et les risques d'un affaiblissement plus notable sur la période à venir ont globalement augmenté au cours des trimestres écoulés en raison principalement de la **poursuite du ralentissement de l'activité dans la plupart des économies émergentes. Le résultat du référendum du 23 juin sur le Brexit s'ajoute à ces facteurs d'incertitudes sur l'économie mondiale.**

### Dans les économies avancées, les trajectoires seraient diverses sur l'ensemble de l'année 2016.

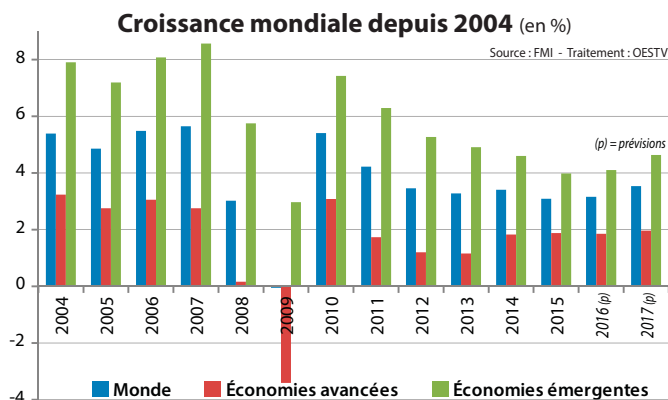
Après un trou d'air au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 ainsi qu'au 1<sup>er</sup> trimestre de cette année, **l'activité outre-atlantique** repartirait, certes de façon assez mesurée, soutenue essentiellement par une reprise de l'investissement productif durement affecté en 2015 par la chute des cours pétroliers. Sur l'ensemble de l'année, la croissance aux États-Unis s'établirait ainsi autour de +1,8%, soit en repli assez net comparé à 2015 (+2,4).

**Le Japon** devrait enregistrer, comme en 2015, une croissance modeste (+0,7% en prévision) tirée essentiellement par la consommation des ménages. Par contre, les exportations redeviendraient maussades compte tenu de la forte appréciation du yen face au dollar (de près de 20%) depuis la fin 2015.

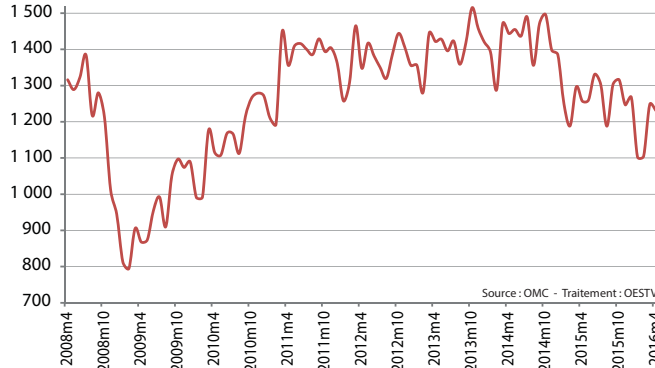
**Dans la zone euro**, enfin, l'année 2016 devrait confirmer le retour d'une croissance davantage soutenue par la demande intérieure (consommation et investissement) que par des facteurs externes (pétrole et taux de change de l'€). Dans un contexte d'amélioration sensible du marché du travail dans de nombreux pays, la consommation des ménages retrouverait de la vigueur. Parallèlement, l'investissement productif mais aussi résidentiel confirmerait son rebond. Sur l'ensemble de l'année 2016, la croissance en zone euro devrait s'établir, comme l'an passé, autour de +1,5%. Reste toutefois à prendre en compte les effets potentiellement négatifs du Brexit sur l'activité européenne : ils devraient peser de façon plus ou moins forte sur ces prévisions.

### ↳ **Matières premières : la tendance à une correction s'est confirmée sur les derniers mois.**

Après plus de 2 années de tendance baissière, plus ou moins prononcée selon les marchés considérés, les matières premières observent globalement un redressement sensible depuis 6 mois. Dans le contexte d'une demande mondiale toujours contrainte, ce rebond reste cependant mesuré au regard des cours les plus hauts observés sur la période 2012-2013. Le baril de pétrole (London Brent oil) enregistre ainsi un rebond de 75% depuis mi-janvier, de 28 à 49 \$. Nombre de métaux profitent également de cette correction : aluminium +11%, nickel +14%, étain +21%, zinc +33% depuis début janvier 2016. L'or, enfin, retrouve son statut de valeur refuge dans un contexte de plus forte volatilité : +19% depuis janvier à 1 367\$ l'once le 6 juillet ... et +8% depuis le vote favorable au Brexit.



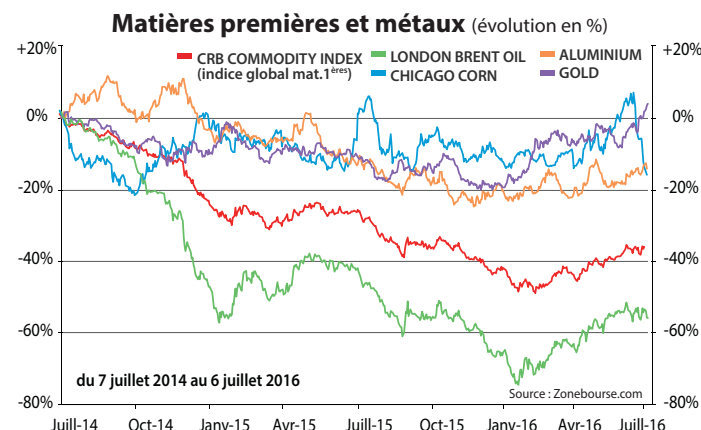
### Échanges mondiaux de marchandises de 2008 à janv. 2016 (sens exportations - données mensuelles en milliards de dollars)



### Croissance du PIB et prévisions (en %)

(sources : OCDE - Juin 2016 & FMI\* - Avril 2016)

|                              | 2015 | 2016 (p) | 2017 (p) |
|------------------------------|------|----------|----------|
| <b>ZONE EURO</b>             | +1,6 | +1,6     | +1,7     |
| France                       | +1,2 | +1,4     | +1,5     |
| Allemagne                    | +1,4 | +1,6     | +1,7     |
| Espagne                      | +3,2 | +2,8     | +2,3     |
| Italie                       | +0,6 | +1,0     | +1,4     |
| Royaume-Uni                  | +2,3 | +1,7 (?) | +2,0 (?) |
| États-Unis                   | +2,4 | +1,8     | +2,2     |
| Japon                        | +0,6 | +0,7     | +0,4     |
| <b>ÉCONOMIES AVANCÉES*</b>   | +1,9 | +1,9     | +2,0     |
| Chine                        | +6,9 | +6,5     | +6,2     |
| Inde                         | +7,4 | +7,5     | +7,5     |
| Brsil                        | -3,9 | -4,3     | -1,7     |
| Russie                       | -3,7 | -1,7     | +0,5     |
| <b>ÉCONOMIES ÉMERGENTES*</b> | +4,0 | +4,1     | +4,6     |
| <b>MONDE</b>                 | +3,0 | +3,0     | +3,3     |



## ↳ BREXIT : une somme d'incertitudes et de risques d'abord pour l'économie européenne mais aussi pour l'économie mondiale

La victoire du "Leave" a finalement déjoué tous les pronostics qui donnaient jusqu'au dernier moment celle du "Remain". Les interrogations multiples sur les conséquences potentielles, à court, moyen et long termes, de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ont alors très vite succédé à la surprise. Aucun pays n'en est encore jamais sorti et cette étape vers l'inconnu, désormais actée, cristallise une somme d'incertitudes de diverses natures (politiques, institutionnelles, économiques, financières) qui devraient/pourraient peser sur la confiance des deux côtés de la Manche.

**Au Royaume-Uni**, la première conséquence est d'abord celle d'une **crise politique**. Les 2 grands partis de gouvernement en ressortent traversés par de profondes divisions internes, tandis que la population semble n'avoir jamais été aussi divisée entre les partisans du "in" et du "out" (villes/campagnes, jeunes/seniors, multiculturalisme/repli sur soi, ...). Plus encore, les partisans du Brexit n'ont semble-t-il aucune alternative forte à proposer dès à présent face à celle du maintien dans l'UE. La victoire du "Leave" se trouve enfin confrontée, d'une part, à un Parlement anglais majoritairement favorable au maintien dans l'UE (un vote sera-t-il nécessaire pour déclencher l'article 50 du Traité de Lisbonne ?, vers des élections générales ? pour quel résultat ?) et, d'autre part, au spectre d'un futur "Royaume-Désuni" puisque le "Remain" l'a emporté assez largement en Écosse et en Irlande du Nord.

**Les conséquences économiques potentielles** à court et moyen termes sont également nombreuses outre-Manche. L'OCDE anticipe ainsi un PIB britannique inférieur de 3% à ce qu'il aurait été si le Royaume-Uni était resté dans l'UE à l'horizon 2020 et de 5% à l'horizon 2030 ; soit respectivement un "impôt Brexit" supporté par chaque ménage de 2 200 £ par an, puis de 3 200 £ sur la période 2020-2030.

Dans l'immédiat, nombre d'économistes prévoient une récession outre-Manche à cheval sur la fin 2016 et le début 2017 compte tenu, d'une part, des effets de la dévaluation de la Livre (-10% depuis le 23 juin) sur le pouvoir d'achat des ménages et, d'autre part, de l'attentisme à venir des chefs d'entreprise (investissement, embauches,...) devant les nombreuses incertitudes relatives aux modalités de sortie de l'Union et à celles du futur cadre des échanges économiques entre le Royaume-Uni et le continent (intégration à l'Espace Économique Européen, accords bilatéraux, seules règles de l'OMC ?). À moyen terme, la perte du "passeport européen" (accès au marché unique) semble plus préoccupante pour de très nombreux secteurs d'activité britanniques (finance/assurance, transport/tourisme, télécom, automobile,...) et pourrait conduire à des délocalisations d'entreprises vers des pays membres de l'Union. Le marché unique reste incontestablement l'horizon structurant de l'économie britannique ; il en absorbe d'ailleurs près de 45% des exportations.

**Du côté de l'Union européenne**, si des conséquences économiques sont également à attendre (11% des exportations de l'UE sont notamment destinées au Royaume-Uni), **les principales interrogations demeurent toutefois, aujourd'hui, politiques et institutionnelles**. Elles peuvent se résumer en quelques mots : quel avenir, quelle direction et quelle unité pour l'Union européenne sans le Royaume-Uni ? Le Brexit affaiblit de fait le projet européen : constituera-t-il un électrochoc salutaire pour relancer sa construction ou, au contraire, un élément de division entre un "axe libéral" (ancien allié des britanniques) et le camp d'une Europe plus intégrée.

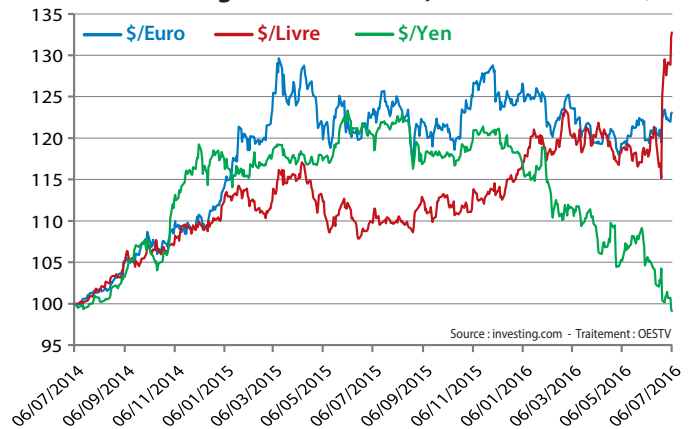
Quoi qu'il en soit, de trop nombreux atermoiements sur les modalités de sortie du Royaume-Uni et, plus largement, sur une vision rénovée du projet européen affaiblirait d'autant sa crédibilité et pourrait, pour le coup, conduire à une crise politique et financière plus grave sur le modèle de celle de la zone euro en 2011 et 2012.

## ↳ L'endettement massif des entreprises privées des économies émergentes constitue aujourd'hui un autre facteur de risque non négligeable pour l'économie mondiale.

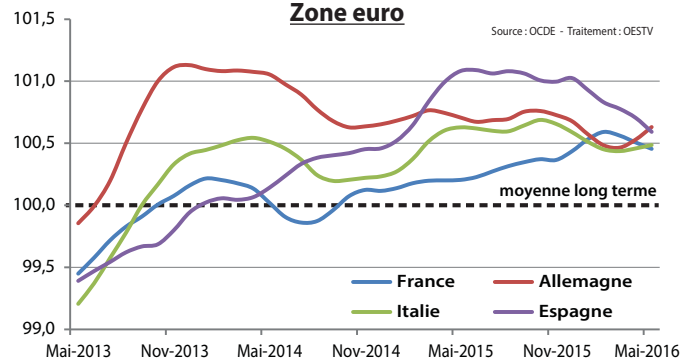
Pendant des années, le niveau élevé du prix des matières premières conjugué à une abondance de liquidités (octroi de liquidités par les banques centrales des pays développés dont une part importante a alimenté de conséquents flux d'investissement dans les pays émergents), a contribué à un endettement à marche forcée des entreprises dans la plupart des pays émergents. **Cette dette a en effet plus que quadruplé en 10 ans passant de 4 000 à 18 000 milliards de dollars entre 2004 et 2014.**

Depuis, l'effondrement des prix du pétrole et des principales matières premières ainsi que le ralentissement de l'économie mondiale ont radicalement changé la donne et mis en difficulté nombre d'entreprises incapables aujourd'hui de générer suffisamment de bénéfices pour honorer le service de leur dette. **Selon le FMI, en 2015, 14% de cet endettement serait désormais constitué de créances douteuses contre 4% en 2010. Le défaut potentiel de plusieurs de ces grandes entreprises est aujourd'hui fortement redouté tant il pourrait avoir un effet de contagion dans l'ensemble du système financier mondial.**

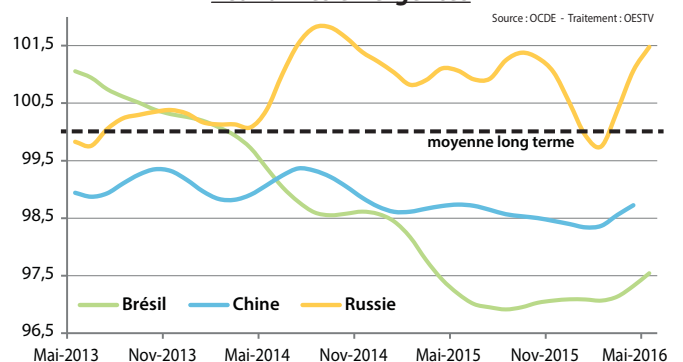
## Taux de change face au Dollar (journalier au 06/07/2016)



## Climat des affaires dans l'industrie manufacturière Zone euro



## Climat des affaires dans l'industrie manufacturière Économies émergentes



## POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES - Continuerait de progresser à un rythme soutenu

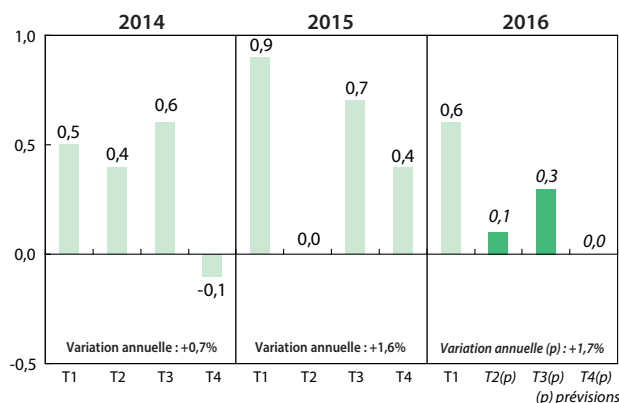
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) accélère à +0,6% après +0,4% sur le 4<sup>ème</sup> trim. 2015.

**En prévision sur l'ensemble de l'année 2016, le pouvoir d'achat augmenterait au même rythme qu'en 2015 (+1,7% après +1,6%).**

En moyenne sur 2016, la masse salariale devrait progresser de +2,1% (+1,6% en 2015), portée par la hausse attendue de l'emploi dans les branches marchandes non agricoles, tandis que les prestations sociales augmenteraient au même rythme qu'en 2015 (+2,0% après +1,9%).

Les cotisations sociales à la charge des ménages resteraient dynamiques sur 2016 (+2,1% après +2,0% en 2015), en raison des hausses de taux prévues sur les cotisations retraite tandis que les impôts sur le revenu et le patrimoine décélèreraient légèrement (+1,3% après +1,7%) au bénéfice d'une nouvelle hausse de la décote de l'imposition des ménages les plus modestes.

### Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (variation T/T-1 en %)



## MORAL DES MÉNAGES - En léger repli sur le mois de juin

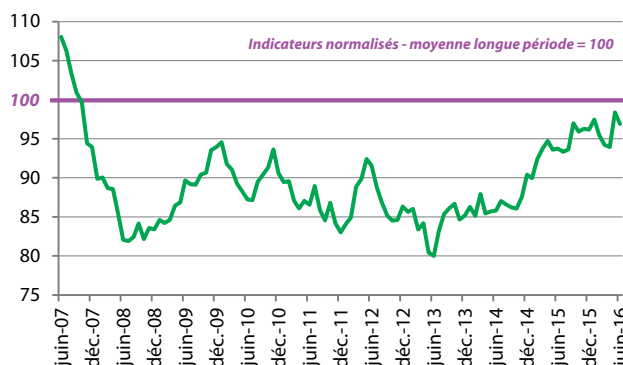
En juin 2016, la confiance des ménages fléchit légèrement : l'indicateur synthétique (97) recule de 1 point après avoir atteint, sur le mois de mai, son plus haut niveau depuis octobre 2007.

L'opinion des ménages relative à leur situation financière personnelle passée s'améliore (+2 points) tandis que celle relative à leur situation financière future recule légèrement (-1 point). Les 2 soldes sont inférieurs à leur moyenne de longue période.

Le solde d'opinion sur leur capacité d'épargne actuelle est, pour sa part, stable tandis que celui relatif à leur capacité d'épargne future progresse de 2 points. Les 2 soldes sont à leur niveau moyen de long terme.

Enfin, concernant le niveau de vie passé et futur, les ménages sont à nouveau plus pessimistes en juin : les 2 soldes se dégradent assez nettement de respectivement 4 et 6 points.

### Indicateur du moral des ménages en France



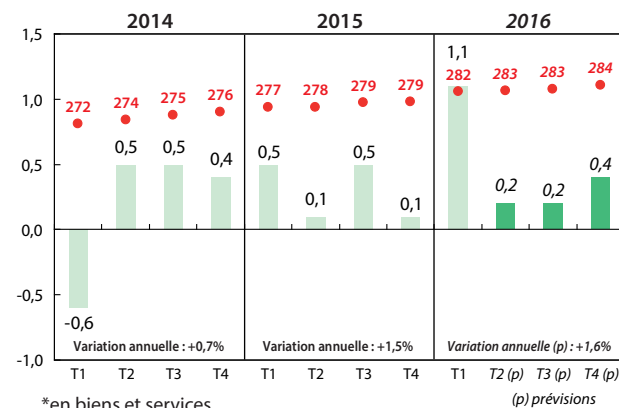
## CONSOMMATION DES MÉNAGES - Vive accélération sur le début d'année 2016

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, les dépenses de consommation des ménages ont nettement accéléré de +1,1% (après +0,1% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015), soit la plus vive croissance de cet indicateur depuis début 2006.

Cette accélération est surtout due aux dépenses en "biens fabriqués" (+1,4% après -0,4%) en raison notamment de la bonne dynamique dans les biens d'équipement (+6,8% après +2,6%), sous l'effet du changement de norme de la TNT, ainsi que dans les achats d'automobiles (+2,0% après -0,1%). La consommation en services a aussi nettement accéléré (+0,7% après +0,3%), dopée notamment par l'Euro 2016 de football.

**En prévision sur l'ensemble de l'année 2016, les dépenses de consommation des ménages continueraient leur progression (+1,6%, après +1,5% en 2015).**

### Évolution trimestrielle de la consommation\* des ménages (variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



\*en biens et services

## INVESTISSEMENT DES MÉNAGES - En voie de stabilisation sur l'année 2016

L'investissement des ménages (essentiellement en logements : achat et entretien-amélioration) a légèrement progressé de +0,3% au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (après 0,0% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015), pour la première fois depuis mi-2013.

**En prévision sur l'ensemble de l'année 2016, il serait quasi stable (+0,2%) après 4 années de recul (stable au 2<sup>ème</sup> trimestre avant de progresser faiblement au second semestre).** Au total, 2016 devrait s'illustrer par un redressement, certes assez modeste, des mises en chantier de logements après plusieurs années de repli ininterrompu.

## TAUX DE MARGE DES SNF\* - Au plus haut depuis la crise de 2008

\*sociétés non financières

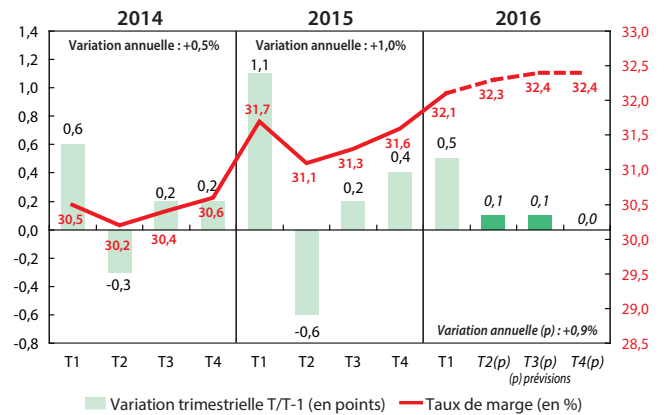
**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, le taux de marge (EBE/VA) des sociétés non financières a de nouveau progressé de +0,5%. Il s'est établi à 32,1%, soit son plus haut niveau depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2008.**

Cette hausse est de nouveau portée par le prix du pétrole ainsi que par la montée en charge du CICE. En revanche, les gains de productivité (+0,4%) sont compensés par la hausse des salaires réels (+0,4%).

**En prévision sur la fin d'année 2016,** le taux de marge des SNF progresserait modérément sur les 3 derniers trimestres en partie grâce à la montée en charge du Pacte de responsabilité et de solidarité (PRS).

### Taux de marge des sociétés non financières

(Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée)



## INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES\* - Croissance inédite depuis 2007 attendue en 2016

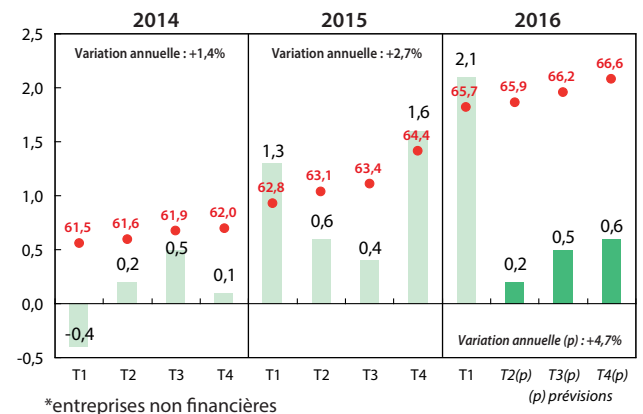
**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'investissement des entreprises (non financières) s'est accéléré à +2,1% (+1,6% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015), soit la plus forte croissance trimestrielle depuis début 2008.**

Les entreprises ont accru leurs dépenses en **produits manufacturés** (+4,5%, après +3,6%) notamment dans **les biens d'équipements** (+6,6%, après +2,8%) et dans **le matériel de transport** (+7,0%, après +8,3%), pour l'essentiel en automobiles. L'investissement dans les services a également progressé (+0,9%, après +0,6%).

**En prévision sur l'année 2016,** l'investissement des entreprises ralentirait, par contrecoup, au 2<sup>ème</sup> trimestre (+0,2%) avant de reprendre de l'élan sur les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> (respectivement +0,5% et +0,6%). En moyenne sur l'année, les immobilisations progresseraient de +4,7%, soit un rythme inédit depuis 2007.

### Évolution trimestrielle des investissements des entreprises\*

(variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



\*entreprises non financières

## CLIMAT DES AFFAIRES - Juin 2016 : un peu moins optimiste ... seul le secteur de la construction se maintient à un niveau toutefois bas

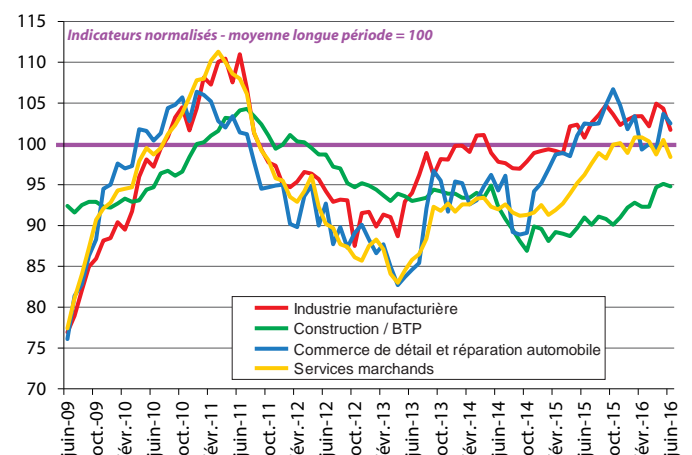
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, le climat des affaires est moins favorable en juin. **L'indicateur synthétique perd 2 points et se situe à 102**, soit toujours supérieur à sa moyenne de long terme. Les industriels sont moins optimistes qu'en mai sur **les perspectives générales** (opinion sur l'activité de l'industrie dans son ensemble) avec un solde qui perd 4 points. Enfin, les carnets de commandes demeurent quasi stables.

- **Construction / BTP** - L'indicateur du climat des affaires s'est stabilisé depuis avril à **95**, soit toujours au dessous de sa moyenne de long terme. Les entrepreneurs sont un peu plus pessimistes concernant leur activité des prochains mois : les carnets de commandes sont toujours jugés très garnis, les capacités de productions sous-utilisées, tandis que les perspectives d'emploi se dégraderaient sur la période à venir. Enfin, les chefs d'entreprise restent nombreux à annoncer une baisse de leur prix au cours des 3 prochains mois.

- **Commerce de détail / automobile** - Le climat des affaires recule légèrement selon les entrepreneurs. L'indicateur synthétique perd **1 point sur juin et s'établit à 103**. Les prévisions des chefs d'entreprise sont un peu moins optimistes qu'en mai : les trois soldes relatifs aux perspectives générales d'activité, aux ventes prévues et aux intentions de commandes diminuent légèrement mais restent supérieurs à leur niveau moyen.

- **Services marchands** - En juin, le climat des affaires se dégrade : l'indicateur synthétique recule de **3 points (à 98)** et retombe sous son niveau moyen de longue période. Les chefs d'entreprise sont plus nombreux que le mois précédent à anticiper une baisse de la demande pour les prochains mois. Toutefois, le solde relatif aux perspectives générales est quasi stable.

### Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



## COMMERCE EXTÉRIEUR - Repli des exportations et des importations sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2016

Source : Douanes

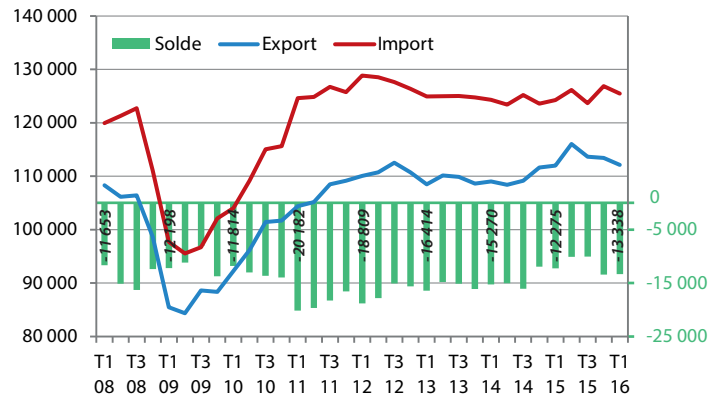
**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) diminue légèrement de -0,7% comparé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 pour s'établir à près de -13,3 milliards d'euros.**

Dans le détail, nos exportations et nos importations reculent de -1,1% chacune.

Les premières se replient dans un contexte de ralentissement de l'activité mondiale. La plupart des produits sont touchés, en particulier l'aéronautique et la pharmacie.

La baisse des importations résulte, quant à elle, essentiellement des prix du pétrole du pulte mais également du contrecoup des niveaux exceptionnellement élevés d'importation de produits pharmaceutiques en fin d'année dernière.

**Solde commercial en France**  
(données FAB/FAB y.c. matériel militaire - CVS-CJO en millions d'euros)



## PIB - L'activité accélère sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2016 soutenue par la demande intérieure

Source : INSEE

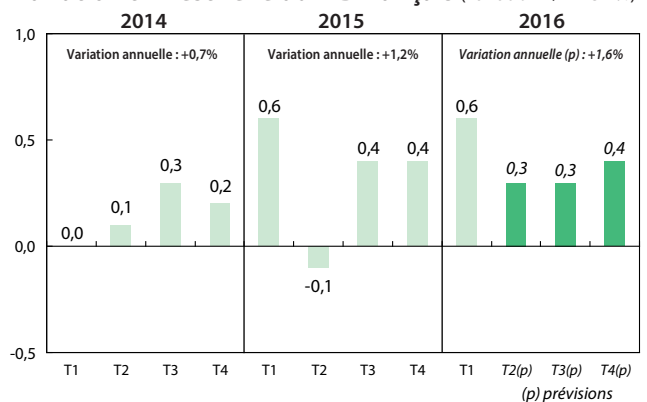
**Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, l'activité a accéléré de +0,6%, après +0,4% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015.**

Les dépenses de consommation des ménages se redressent nettement sur ce début d'année (+1,1% après +0,1%), tandis que l'investissement total accélère (+1,4% après +1,0%). Au total, la demande intérieure finale (hors stocks) contribue à la croissance du PIB pour +1,0 point sur ce 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (+0,7 point pour la consommation et +0,3 point pour l'investissement).

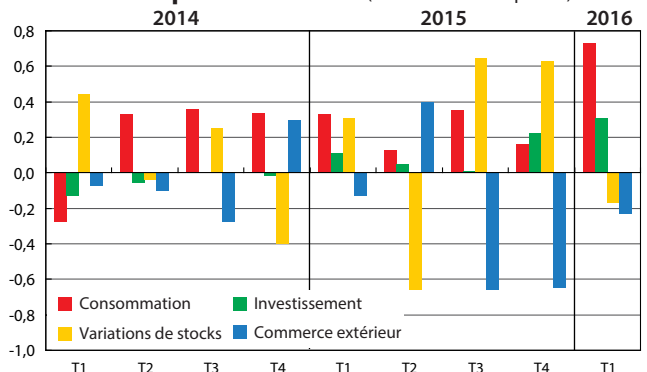
A l'inverse, le solde du commerce extérieur pèse de nouveau sur la croissance du PIB (-0,2 point après -0,6 point en fin d'année 2015) alors que la contribution du comportement de stockage des entreprises redevient négative (-0,2 point après +0,6 point).

**En prévision sur la fin d'année 2016, la hausse de l'activité se poursuivrait à un rythme moins soutenu (+0,3% sur les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> trimestres et +0,4% sur le 4<sup>ème</sup> trimestre). En moyenne sur l'ensemble de l'année, l'activité progresserait de +1,6% contre +1,2% en 2015.** Notons toutefois que les incertitudes liées à une sortie du Royaume-Uni de la zone euro ne sont pas prises en compte dans ces prévisions.

**Variation trimestrielle du PIB français** (variation T/T-1 en %)



**Les composantes du PIB** (contributions en points)



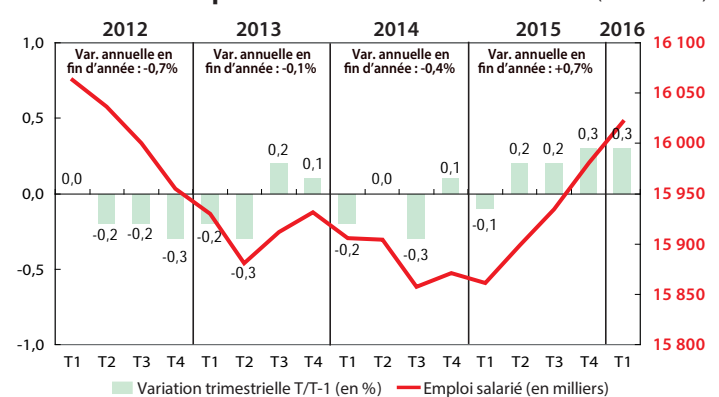
## EMPLOI SALARIÉ MARCHAND - Au 1<sup>er</sup> trimestre 2016, une nouvelle hausse de l'emploi a été enregistrée confirmant ainsi la tendance observée depuis maintenant un an

Source : INSEE

**Selon l'Insee, l'emploi salarié marchand s'est établi en progression de +0,3% (+40 400 postes) au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 comparé au précédent, et ce après avoir déjà enregistré des évolutions similaires depuis le printemps 2015.**

**Sur un an, à fin mars 2016, l'emploi salarié marchand progresse ainsi de +1,0% pour un gain de près de 160 000 postes.**

**Évolution de l'emploi salarié - secteurs marchands** (données cvs)



## Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 (secteurs marchands uniquement)

- Dans l'INDUSTRIE, 8 400 emplois ont été détruits (-0,3%), soit des pertes équivalentes à celles constatées sur chaque trimestre 2015 (-8 600 emplois au 1<sup>er</sup>, -8 400 au 2<sup>ème</sup>, -8 600 au 3<sup>ème</sup> et -7 200 au 4<sup>ème</sup>).

À fin mars 2016, la France comptait 3,117 millions de salariés dans l'industrie, en recul de -1,0% sur un an (-32 500 postes).

- Dans la CONSTRUCTION/BTP, l'emploi se redresse timide-ment (+0,1% soit un gain de 800 postes) parallèlement à une activité un peu mieux orientée, et ce après 15 trimestres consécutifs de repli.

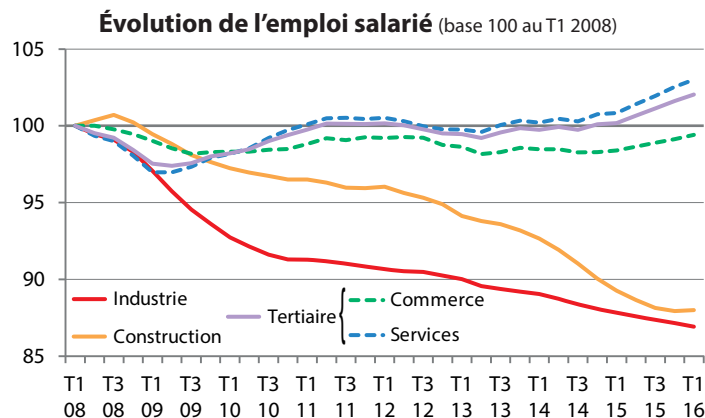
À fin mars 2016, la France comptait 1,319 million de salariés dans la construction pour une évolution des effectifs de -1,4% sur un an (soit -19 000 emplois).

- Dans le COMMERCE, les effectifs ont été de nouveau en progression au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 de +0,3% (gain de 8 300 postes), soit à un rythme proche de celui des 3 trimestres précédents.

À fin mars 2016, la France comptait 3,035 millions de salariés dans le commerce, en hausse de +1,0% sur un an (+30 900 postes).

- Dans les SERVICES MARCHANDS, l'augmentation est à nouveau soutenue (+0,5% soit un gain de 39 600 postes), au même rythme que celui des 3 trimestres précédents, et ce malgré un ralentissement de la progression dans l'intérim (+0,3% contre +3,4% au T4 2015).

À fin mars 2016, la France comptait 8,551 millions de salariés dans les services marchands, en forte hausse de +2,2% sur un an (+180 200 postes).



## CHÔMAGE - Le taux de chômage est stable au 1<sup>er</sup> trimestre 2016

Source : INSEE - DARES

Selon Pôle Emploi, à fin mai 2016, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine progresse de +0,3% comparé à avril, soit 9 200 DE supplémentaires. Cette hausse intervient après 2 mois de fortes baisses : -19 900 DE en avril et -60 000 en mars.

Les jeunes sont les plus impactés par cette hausse du nombre des demandeurs d'emploi à fin mai (comparé à avril) :

- => +0,9% pour les -25 ans (+4 400 DE)
- => +0,3% pour les 25/49 ans (+5 700 DE)
- => -0,1% pour les +50 ans (-900 DE).

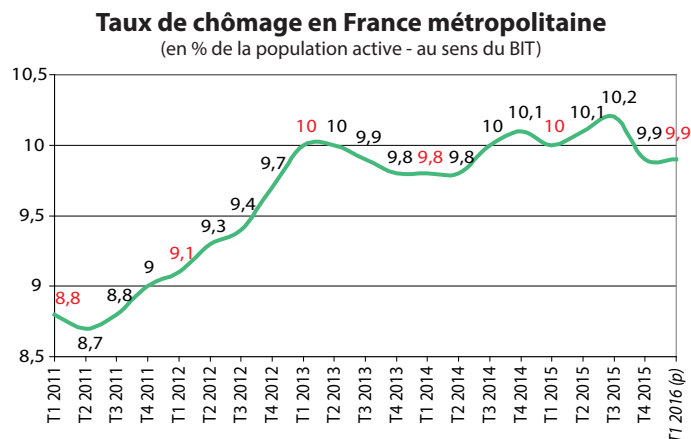
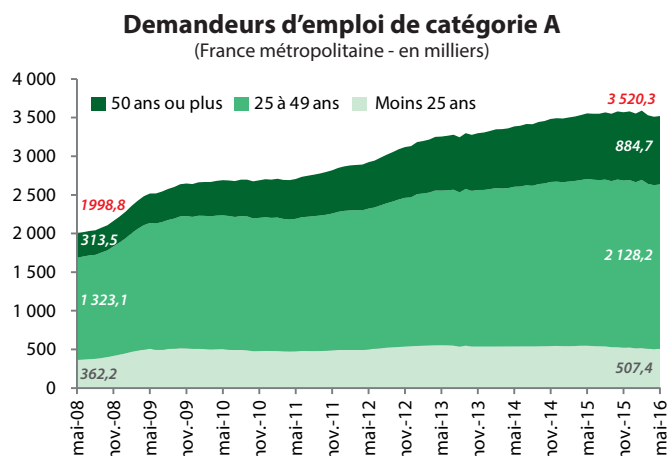
Sur un an à fin mai 2016, le nombre de DE en France métropolitaine s'établit toutefois en repli de -1,0%, soit 34 400 chômeurs en moins.

À fin mai 2016, la France comptait 3,520 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A.

En moyenne sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2016, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 9,9% de la population active, équivalent à celui du trimestre précédent.

Le taux de chômage des +50 ans recule tandis que celui des -25 ans progresse :

- => taux à 24,2% pour les -25 ans (+0,3 point comparé au trimestre précédent)
- => 9,3% pour les 25-49 ans (+0,1 point)
- => 6,5% pour les +50 ans (-0,2 point)



# NOTES

---

## Partenaires financeurs de l'OESTV



## Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- ORCAB
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée
- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- Casino des Pins
- CAVAC
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS PSV Distribution
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroyche
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- ICES
- ICFS MESLAY
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- OCF
- PRAMAC
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD
- Communauté de communes de l'Île de Noirmoutier
- Communauté de communes des Olonnes
- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- Communauté de communes du Pays de Challans
- Communauté de communes du Pays de Fontenay-le-Comte
- Communauté de communes Terres de Montaigu
- Roche sur Yon Agglomération
- Commune d'Olonne-sur-Mer
- Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Commune de la Tranche-sur-Mer
- Société Publique Régionale Pays de la Loire
- Conseil Départemental de la Vendée



Observatoire Économique, Social  
et Territorial de la Vendée

### Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr